

Dans l'œil de...

Stéphane Beaud

Et si on parlait
« Sécu » ?...

Stéphane Beaud est professeur de sociologie à Sciences Po Lille. Depuis 2011, il travaille notamment sur le football

La grave blessure d'Antoine Dupont lors du récent match de rugby Irlande-France nous rappelle que le rugby moderne produit structurellement de plus en plus de graves blessures, liées étroitement à la fréquence/violence croissante des chocs entre joueurs et à la forte augmentation de la masse musculaire des joueurs. Ce phénomène vaut aussi, dans une moindre mesure, dans d'autres sports collectifs (handball, football) ou individuels (cyclisme, judo, etc.).

La régularité de ce phénomène en fait un « fait social ». On peut surtout l'expliquer par l'hyper-rationalisation du sport moderne qui se caractérise, entre autres, par la très forte montée en puissance de la charge des entraînements et la hausse spectaculaire du niveau d'intensité des matchs. Il reste qu'un aspect de ce phénomène est toujours soigneusement passé sous silence ou refoulé : c'est celui du coût pour la société – et notamment pour la Sécu.

Un rare enquête

La littérature sportive et celle des sciences sociales du sport est à cet égard très pauvre. D'où l'intérêt de relire aujourd'hui un article, remarquable de sagacité, d'un sociologue du sport de Nantes, Gildas Loirand : « Le sport est-il toujours bon pour la santé publique ? », écrit en 2015 dans la revue Informations Sociales. En s'appuyant sur l'une des rares enquêtes statistiques sur le sujet (de l'Institut national de veille sanitaire), il mettait au jour l'importance des



blessures dans le sport : en 2009, 910 000 accidentés du sport hospitalisés en France (contre « seulement » 34 965 blessés hospitalisés pour accidents de la route), soit un taux d'incidence annuel de l'ordre de 15,1 accidents de sport nécessitant un recours aux urgences pour 1 000 personnes (37 pour 1 000 pour la tranche d'âge 15-24 ans). Les plus touchés sont les « sports d'équipe » représentant à eux seuls 43% du total des accidents.

Gildas Loirand concluait, avec justesse : « la connaissance [de ce fait social] reste paradoxalement une connaissance ignorée ou, plus justement, fortement refoulée par les divers agents qui assurent le contrôle, le développement et la promotion de la pratique sportive (dont les élus locaux qui votent les subventions en faveur des clubs et de la construction d'équipements). Les accidents de sport font donc ainsi partie de cette classe singulière de phénomènes sociaux sur lesquels on préfère collectivement « fermer les yeux » plutôt que de les « ouvrir ».

Compte tenu de l'accélération de ce phénomène, il faudrait plus que jamais écouter les lanceurs d'alerte (on pense notamment aux médecins du sport) pour, au moins poser cette question dans l'espace public. Dans la mesure où les arbitrages budgétaires sont de plus en plus délicats à opérer dans une France en manque structurel de sources de financement pour la protection sociale, on peut légitimement se demander si les diverses instances sportives pourront toujours continuer à faire reposer sur la seule Sécu une grande partie d'une telle charge financière.

« Le football business n'est pas une fatalité »

Dérives financières, crise démocratique, place des supporters : le livre « Un autre football est possible » dresse un constat sans concession du sport numéro 1 et propose des solutions alternatives

Frédéric Laharie
f.laharie@sudouest.fr

Le football aux footballeurs ! Le slogan, en mai 1968, qui dénonçait déjà la montée en puissance de l'argent dans ce sport, n'a finalement pas vieilli. Il suffit de constater, cinquante-sept ans plus tard, la dérive financière en cours des clubs de Ligue 1, précipitée par la crise des droits TV, pour s'en convaincre. Le football court à sa propre catastrophe, c'est le constat, difficilement contestable, du livre « Un autre football est possible » (72 p. 8€), publié le 5 mars par les Éditions Le Bord de l'eau, en collaboration avec la Fondation Jean-Jaurès. Cinq auteurs (1) – le texte du sociologue Stéphane Beaud est tiré des chroniques qu'il tient dans la page Culture Sport de « Sud Ouest » dimanche – se partagent des textes courts qui touchent leur but. Ce détour par le sport d'un éditeur spécialisé dans les sciences humaines et sociales fait sens. « Le sport en général, et le football en particulier sont un fait social total, comme l'a démontré Marcel Mauss (2), et on ne l'avait jamais véritablement développé », explique Jean-Luc Veyssy, directeur de la maison d'édition bordelaise.

Lui-même a présidé « pendant treize ans un club amateur intercommunal de 700 licenciés qui a évolué en National 3 » (le FC Porte-Entre-deux-Mers en Gironde, NDLR). Avec les quatre autres auteurs, tous avertis de l'actualité du ballon rond, il « ne se

perdes par saison, avant transferts de joueurs (pour 850 millions environ), est structurellement déficitaire. Dans le monde « normal » de l'entreprise, la majorité des clubs français seraient, comme les Girondins de Bordeaux, en situation de cessation de paiements. »

Déficit démocratique

Au-delà de l'aspect économique, c'est le déficit démocratique au sein des instances dirigeantes qui est pointé du doigt. Le livre explique comment la surreprésentation des clubs professionnels dans le vote pour l'élection du président de la FFF marginalise le poids des amateurs et des licenciés. « Ce qui est affolant et décourageant, c'est que la grande majorité des dirigeants bénévoles sont dans une sorte de servilité volontaire », cingle Veyssy.

Au-delà du constat, le livre s'attache à donner des pistes pour « un autre football possible ». Comme l'idée d'un retour à un football ancré dans le territoire, à l'image de clubs comme Bilbao et la Real Sociedad qui misent sur des joueurs locaux. Ou comme le modèle des sociétés coopératives ou la règle allemande du « 50+1 », où les acteurs locaux détiennent la majorité des parts. Des

solutions alternatives permettant de mobiliser les supporters et les acteurs économiques locaux, les protégeant des aléas des fonds d'investissement.

L'exemple des Girondins Socios

Là encore, les Girondins de Bordeaux sont un cas d'école. Cet été, après la mise en liquidation du club qui a perdu son statut professionnel, un groupe de supporters, les Girondins Socios, a mobilisé près de 3 000 donateurs et réuni plus de 250 000 euros avec pour objectif d'entrer dans l'actionnariat du club via une SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif), mais bien loin des sommes nécessaires, en l'état, au redressement du club.

Comme le club de Bastia qui a franchi le pas, mais reste financièrement fragile malgré ce modèle vertueux, coopératif et intégré dans la société. « Ne peut-on pas se poser la question différemment ? avance Jean-Luc Veyssy. Faut-il avoir pour objectif de gagner le championnat ou la Ligue des champions chaque année ? » Cela passe, selon les auteurs du livre, par une volonté politique forte. « Pour changer le football, il faut en changer les règles institutionnelles. La démocratie n'est pas accessoire. » CQFD.

(1) Stéphane Beaud, Timothée Duverger, Vincent Mourgues, Jérôme Saddier et Jean-Luc Veyssy.

(2) Selon lui, un fait social total est un phénomène « où s'expriment à la fois et tout d'un coup toutes les institutions » de la société.

Le coup de crayon d'Osty

DÉBUTS D'HAMILTON CHEZ FERRARI

ON VOUS DONNE LE TROPHÉE TOUT DE SUITE...
DE TOUTES FAÇONS, TOUT LE MONDE ATTEND ÇA



« Dans le monde « normal » de l'entreprise, la majorité des clubs pros français seraient en situation de cessation de paiement »

résigne pas ». Ensemble, ils ont voulu montrer, dans la lignée du journaliste Jérôme Latta, que « le football business n'est pas une fatalité. D'autres chemins sont possibles. Sinon, le foot n'intéressera plus personne. »

Ils n'ont pas eu à chercher loin la porte d'entrée de leur démonstration : les Girondins de Bordeaux, rétrogradés en 4^e division (le National 2) l'été dernier, en sont un exemple particulièrement frappant de dévoiement et de gabegie financière.

Le football de haut niveau assis sur des fondations chancelantes, une évidence selon Jean-Luc Veyssy : « Le football français, avec un milliard de



Plus ancien club de Ligue 2, les Chamois Niortais ont été relégués en Régional 3 cet été. LE COURRIER DE L'OUEST